Kouchner, les ONG et la Yougoslavie

L'imposture humanitaire

Tel est le sous-titre du livre (1) par lequel deux journalistes entendent démasquer la politique humanitaire dont Kouchner a été la superstar gouvernementale en France. Témoins de terrain, ils contestent l'utilité de l'« aide humanitaire » et, à partir de la crise yougoslave, posent une question fondamentale:*«Quels sont les vrais buts et surtout les résultats du traitement humanitaire de cette crise ? [...] L'humanitaire a-t-il remplacé le politique, est-il le masque de la démission ou bien le nouveau nom du cynisme d'État?»*

Pour répondre, les auteurs franchissent le décor médiatique et s'interrogent sur les origines des organisations humanitaires, leurs modes de fonctionnement, la féroce concurrence qu'elles se livrent, leurs sources de financement et les liens qu'elles entretiennent avec les États, les médias, les politiciens et intellectuels affiliés. Ils décortiquent les mises en scène dont elles sont coutumières et démontent ce qui apparaît de plus en plus comme un vrai système d'État.

Les deux journalistes rappellent que l'idée du «droit d'ingérence humanitaire», formulée par Kouchner à partir de 1988 (à l'occasion d'un tremblement de terre en Arménie) et qu'on veut imposer aujourd'hui comme une règle allant de soi, met en cause une longue tradition, dans les idées du moins : «*Depuis 1945, la règle absolue dans les relations entre États est la non-ingérence. Cette règle, définie pour protéger l'État faible contre l'État fort, et notamment les pays issus de la décolonisation, ne souffre aucune exception. Les actions entamées par les gouvernements à titre humanitaire se bornent à la récupération de leurs ressortissants nationaux. Le reste, l'aide aux populations civiles, est dévolu aux ONG.*» C'est dire que l'humanitaire, lorsqu'il est conçu comme l'exercice d'une ingérence, constitue un énorme recul idéologique par rapport aux années de la décolonisation et une transgression du droit international le plus communément admis. Cela l'inscrit d'ailleurs explicitement dans la mouvance de la critique du tiers-mondisme, en vogue depuis le milieu des années 80, qui vise à disculper l'impérialisme post-colonial et à ruiner toute position anti-impérialiste radicale.

Pas d'humanitaire pour les Irakiens!

C'est juste après la guerre du Golfe, durant laquelle ils se taisent, que les tenants de l'« ingérence humanitaire » se trouvent subitement propulsés au sommet de l'audimat. «*Si prompts à voler au secours du Croate, du Somalien, de l'Afghan, du Soudanais, du Bosniaque ou même du Serbe («victime de son gouvernement totalitaire»), [les habituelles consciences humanitaires] n'ont pas un mot pour les Irakiens. Dans le monde arabe, en revanche, les organisations caritatives se mobilisent et récoltent pour l'Irak vivres, vêtements et médicaments. Cette guerre a fait, on le sait aujourd'hui, entre 200 et 300 000 morts irakiens. [...] Cette tuerie, l'une des plus grandes depuis la Deuxième Guerre mondiale, est une terrible défaite pour l'humanitaire. Elle prouve qu'il n'est ni impartial ni universel, contrairement à ses prétentions.*»

Exhumant son « droit d'ingérence humanitaire » des décombres de la guerre contre l'Irak (lors de l'exode des Kurdes), Kouchner repart à l'assaut de l'opinion... et de l'État. A partir de 1991, la Yougoslavie lui offre un vaste théâtre d'opérations (la Somalie ne fut que la passade de l'été 92). La machine à propulser l'humanitaire est bien organisée: aux intellectuels, envoyés sur le terrain quelques heures, de légitimer l'interventionnisme par leurs harangues hautement morales; aux journalistes, dépêchés à leurs côtés, de faire la mise en scène pour le journal télévisé de 20 heures, avec les aventuriers humanitaires comme toile de fond. Une grande complicité lie journalistes et logisticiens de l'humanitaire. «*Souvent, [les journalistes] n'ont pas d'autre choix, pour se rendre sur le terrain, que la filière humanitaire. [...] Sur place, presque toujours, le temps manque au journaliste pour faire une enquête sérieuse. L'humanitaire et ses volontaires sont là pour lui fournir et les infos et les images. Quand ce n'est pas le gîte et le couvert. [...] Les journalistes et les humanitaires ont donc plus d'un intérêt commun; au cours des dix dernières années, leur complicité s'est révélée fructueuse, sauf pour l'esprit critique.*» Avec de tels alliés, offrant caution politique et morale d'un côté, relais émotionnel et promotionnel de l'autre, la popularité de l'humanitaire est programmée comme les émissions de variété.

Vraiment «non gouvernementales»?

Les auteurs relatent aussi la concurrence entre les deux plus grandes ONG humanitaires françaises, Médecins sans frontières (MSF) et Médecins du monde (MDM). La première a été créée par Kouchner et d'autres en 1971, à la suite de la guerre du Biafra de 1968. Une divergence sur les «boat people» vietnamiens est à l'origine de l'éviction de Kouchner par Malhuret en 1979. Kouchner riposte aussitôt en créant MDM. « *MSF comme MDM tirent 60 % de leurs recettes des dons privés. La charité a ses limites. Qui donne à l'une donne rarement à l'autre. Pour séduire, il faut prouver son efficacité. Forcer le premier le blocus de Dubrovnik. Pénétrer avant les autres dans «l'enfer de Sarajevo». Cela n'est pas forcément mal vu des bailleurs de fonds institutionnels, ceux qui assurent les 40% restant des recettes, et au premier rang desquels on trouve la CEE.* »

Pour ces organisations, il s'agit en permanence d'anticiper la demande, d'être présent là où les donateurs (privés ou institutionnels) seront désireux de les voir agir. Mercenaires à la recherche de contrats, elles se concurrencent sur un marché porteur et usent de la publicité comme d'une arme pour collecter des fonds. Si le besoin d'assistance purement humanitaire n'existe pas, il est créé de toute pièce (selon l'aveu de Brauman de MSF qui a craché dans la soupe pour justifier l'attitude réservée de son organisation en Yougoslavie): «*La Yougoslavie marque peut-être la fin du mouvement humanitaire tel qu'il existe depuis vingt ans. Pour la première fois, l'utilité même des grandes ONG a été remise en cause, et par la faute de l'une d'entre elles, Médecins du Monde [l'ONG de Kouchner]. (...) Pour la première fois, fondamentalement, organisation non gouvernementale humanitaire ne signifie plus nécessairement le bien*».

Car cette charité du nouvel humanitaire d'État est logiquement à la solde de l'ingérence des puissances impérialistes en Yougoslavie; elle s'exerce sous le contrôle des chefs de guerre et vise à transformer les victimes en mendiants dépendants et soumis, prêts à accepter les déplacements ou l'exil que les chauvins ont décidé pour eux, avec l'aval de la CE et de l'ONU! Les auteurs décrivent avec force détails les hauts faits de l'humanitaire en Yougoslavie :

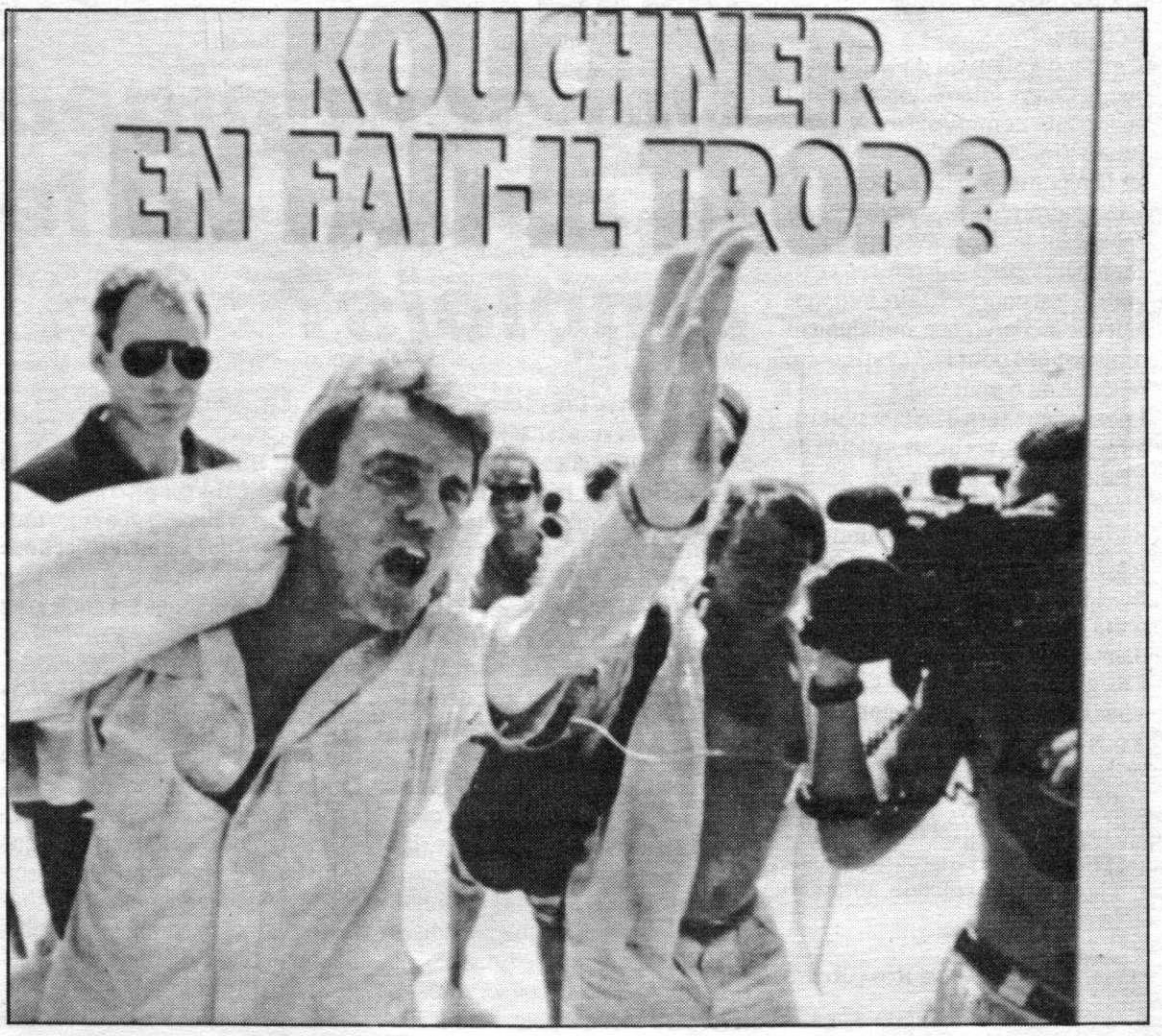
- le «rapt» sauvage d'enfants, maquillé en sauvetage par les maquignons humanitaires, les condamne à n'être que des réfugiés apatrides sans famille (mieux que Kouchner, le grand spécialiste semble Alain Michel, dirigeant de l'association lyonnaise Équilibre, largement financée par la CEE pour ses programmes en Pologne, en Roumanie, en Russie ou en Bosnie);
- les compromissions des organisations humanitaires, HCR et Unicef compris, avec des trafiquants locaux, les fameux «technicals», pour approvisionner les stocks d'aide au meilleur coût (parfois avec des articles en provenance de l'autre camp «parce que c'est moins cher») ou pour les faire distribuer aux populations moyennant commission au passage ;
- l'utilisation des véhicules de la Forpronu pour transporter les réfugiés d'un camp à l'autre, selon les voeux des chefs de guerre qui ouvrent les «corridors humanitaires» à leur guise selon le principe du donnant donnant et mènent ainsi leur politique d'épuration ethnique avec la complicité active de l'ONU (l'affaire de Srebrenica le montre de façon exemplaire) ;
- la fausse libération des camps accélère encore l'épuration ethnique en aboutissant non pas au retour des prisonniers dans leurs foyers mais au gonflement des réfugiés, sommés de déguerpir, aux frais et à la charge du HCR.

Bien que restant parfois trop dans une vision ethnique de la crise yougoslave, ce livre apporte de précieux éléments d'information sur les vrais mobiles de la fausse impuissance de l'Europe et de l'ONU. Il permet de dévoiler dans toute son écoeurante hypocrisie l'imposture humanitaire.

PIERRE HASTEL

(1) Michel Floquet et Bertrand Coq, Les tribulations de Bernard K. en Yougos*lavie ou l'imposture humanitaire*, Paris, Albin Michel, 1993, 222 p. Le premier auteur a été grand reporter à La Cinq et travaille actuellement pour Arte. Le second est grand reporter à TF1 et couvre les événements de Yougoslavie depuis l'été 1991. Ils ont l'un et l'autre accompagné des « missions humanitaires » sur le terrain. Leur témoignage est donc de première main.

Au 1 Mai du PTB, débat «Yougoslavie: 25.000 morts pour le slogan «Notre peuple d'abord». Avec **Vladimir Dapcevic**, président du Parti du Travail de Yougoslavie, **Sean Gervasi**, professeur à Belgrade, **Stefan Eggerdinger**, journaliste allemand, **Michel Collon**, journaliste à Solidaire. (à 14h).



La CEE est le premier bailleur de fonds d'organisations comme Médecins du Monde ou Médecins sans Frontières. «Organisations non gouvernementales (ONG)» ne semble donc pas le terme approprié...